

PIERRE GASSELIN, SYLVIE LARDON,  
CLAIRE CERDAN, SALMA LOUDIYI,  
DENIS SAUTIER, COORD.

Préface de Jan Douwe van der Ploeg

NATURE ET SOCIÉTÉ

# COEXISTENCE ET CONFRONTATION DES MODÈLES AGRICILES ET ALIMENTAIRES

UN NOUVEAU PARADIGME  
DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ?



éditions  
**Quæ**

## CONTESTER ET PRENDRE SOIN : DES FORMES DE SOLIDARITÉS DANS LES GROUPEMENTS D'ACHATS LOCAUX

Emmanuelle Cheyns, Nora Daoud

Différentes formes de groupements d'achats (GA) ont émergé ces dernières années, en témoignent les *Food buying club* aux États-Unis, les *Organic buying group* en Grande-Bretagne, les groupements d'achats communs (GAC) en Belgique, les *Gruppi di Acquisto Solidale* en Italie ou encore les groupements d'achats locaux (GAL) en France. Ces GA sont des collectifs de consommateurs qui achètent en gros et directement auprès de divers producteurs. Ils s'organisent autour d'un principe commun : un engagement de solidarité, déjà présent dans les fondements de leurs formes historiques que sont les « coopératives de consommation ». Apparues au XIX<sup>e</sup> siècle dans le sillage du socialisme utopique de Charles Fourier et Robert Owen, ces dernières visaient l'accès à des denrées de qualité pour des familles pauvres, la constitution d'une épargne collective ou l'achat à un prix « juste » pour rémunérer le travail du producteur (De Boyve, 1889 ; Guillaume, 2007a).

Si ces coopératives de consommation ont connu un déclin avec l'avènement de la grande distribution dans les années 1970, la nouvelle vague de GA d'alter-consommateurs, ces deux dernières décennies, se développe avec des motivations similaires, quoique renouvelées (De Munk, 2011). Tout comme les Amap<sup>1</sup> et les circuits courts, ils s'appuient en plus sur une critique écologique, dans un contexte différent, celui de la mondialisation et des crises sanitaires des années 1990, questionnant

---

1. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

justement les approvisionnements dominés par la grande distribution (De Munck, 2011 ; Chiffolleau, 2008).

Les GA sont des lieux d'expérimentation de formes de solidarité construites en dehors des États et à distance des instruments de marché, dans un contexte plus large de critiques des formes de solidarité « publiques et privées » (Tremblay, 2007). En effet, les politiques de soutien organisées par l'État-providence d'après-guerre sont affaiblies par un programme de diminution des dépenses sociales et de ciblage des prestations, ancré dans de nouveaux principes de protection sociale valorisant l'efficacité : le *New Public Management*. Les solidarités prises en charge « par le marché »<sup>2</sup> sont de même questionnées quant à l'opération de réduction de biens communs en propriétés certifiées (Cheyns et Thévenot, 2019), sur un marché de consommateurs passifs et atomisés « réalisant des choix » (Hubaux, 2011).

En se regroupant, les consommateurs explorent d'autres manières de vivre. Ceci est particulièrement marqué dans les GA valorisant l'auto-gestion et la participation volontaire, qui supposent un investissement dans un collectif dont l'enjeu est de « faire communauté ». Ces GA sont-ils porteurs de changement social, d'une transition et de quelle transition ? Quelles formes de solidarité engagent-ils, entre contestation de l'agriculture conventionnelle et soin vis-à-vis de personnes vulnérables ? Nous éclairerons les conditions de la confrontation des modèles agricoles et alimentaires selon des formes de solidarité entre consommateurs et entre consommateurs et producteurs.

## « FAIRE COMMUNAUTÉ » : UNE ENQUÊTE DANS LES GROUPEMENTS

Dans un souci de caractériser la diversité des GA, notre enquête<sup>3</sup> a d'abord porté sur 26 groupements de la région Languedoc-Roussillon<sup>4</sup>. Une série d'entretiens avec ces groupements nous a conduites à distinguer cinq types de GA, dont deux nous ont particulièrement intéressées par le haut degré d'investissement des membres dans le collectif. Le premier type désigne des groupements « militants », autogérés, marqués par un souci d'indépendance vis-à-vis des institutions (refus de s'inscrire

---

2. Par exemple l'engagement des firmes à travers la responsabilité sociale des entreprises (RSE), les certifications et les standards volontaires de durabilité, etc., qui visent des biens tels que l'équité, la protection des personnes vulnérables ou le respect des droits fondamentaux au travail.

3. Cette recherche a été menée grâce au soutien du projet PSDR « Coxinel » (Circuits courts de commercialisation en agriculture et agroalimentaire : des innovations pour le développement régional), financé par la région Languedoc-Roussillon, l'Inra, le Cemagref, le Cirad et SupAgro (2007-2011).

4. Ancienne région qui regroupait l'Aude, le Gard, l'Hérault, la Lozère et les Pyrénées-Orientales.

dans le statut loi 1901 associatif, d'aides financières de l'État, etc.) et une posture critique vis-à-vis du marché, et notamment de la grande distribution. Le deuxième type repose sur une intimité entre proches, une bienveillance et un désir de convivialité. Pour cela, le nombre de membres est souvent réduit afin de préserver l'aise que procure une « *taille familiale* ». Les trois autres types, que nous n'abordons pas ici, sont caractérisés par une centralisation de la décision — orientée vers l'efficacité et/ou un faible investissement dans le collectif (pas de réunion ou de décision collégiale) (Daoud, 2011).

Dans plus de la moitié des 26 groupements, la décision est collégiale et la participation de tous volontaire. Dans ces groupes, il est tacitement attendu que chacun participe à la vie du collectif au cours de réunions régulières et en s'impliquant dans la logistique (contact, achat, livraison, etc.). Mais les façons de faire communauté dans ces groupements, où l'investissement personnel est coûteux, diffèrent. Nous avons ainsi dans un second temps suivi deux GA<sup>5</sup> marqués par un fort investissement dans le commun, correspondant aux deux premiers types identifiés plus haut.

Le premier est un groupement « militant », le Groupement autogéré solidaire<sup>6</sup>, à Montpellier ; il permet d'observer un engagement politique des membres fondé sur une dénonciation du système capitaliste et sur une organisation collective autogérée qui conduisent à une forte exigence de justification *civique* (Boltanski et Thévenot, 1991). Certaines épreuves de justification et enquêtes internes sont critiquées par des membres qui reprochent « *le manque de soin* » vis-à-vis des producteurs. Le deuxième groupement, À la bonne franquette, permet de rendre compte d'un tout autre engagement, dans le *familier* et dans le *proche*, en accommodant l'environnement pour parvenir à l'établissement d'une certaine *aise* (Thévenot, 2006). Il fait émerger une solidarité dans le *proche* et un souci de prendre soin d'autrui. Ce régime d'engagement est mis en tension par certains membres qui reprochent au groupe son « *inefficacité* » et un manque « *d'engagement politique* ».

Ces régimes d'engagement et les tensions qu'ils suscitent traduisent des formes de solidarité différentes (Thévenot, 2006 ; 2015), en particulier une solidarité dans le *proche* et le soin vis-à-vis d'autrui, et une solidarité *civique*, elle, plus à distance. Ces formes de solidarité signalent des différences dans la façon de se regrouper ou de faire communauté

5. Nous avons réalisé des entretiens avec 20 membres de ces 2 groupements, membres créateurs et non créateurs, et 10 producteurs les approvisionnant, avons suivi les réunions mensuelles et participé à des moments de rencontres portées par ces groupes. Nous avons aussi rencontré des personnes ayant décidé de se retirer ou de ne pas entrer dans ces groupements (5 personnes). L'étude s'appuie enfin sur les productions écrites de ces 2 groupes : comptes-rendus de réunion, outils de planification ou de logistique, chartes et e-mails échangés.

6. Nous utilisons des pseudonymes pour le nom des groupements et des personnes.

et une coexistence de formes de soutien que ces groupes, historiquement fondés sur un principe de solidarité, offrent à l'agriculture locale et paysanne et entendent valoriser pour transformer la société.

## CONTESTER, ARGUMENTER, PRENDRE SOIN : DIVERSITÉ DES SOLIDARITÉS

### PRENDRE SOIN DANS LE FAMILIER

Le GA À la bonne franquette, en 2011, était composé de 17 personnes résidentes dans des villages voisins et périurbains autour de Montpellier, sans toutefois en être originaires. Ce GA valorise le sentiment d'aise et la convivialité que peut créer la proximité de personnes intimes, au sens où celles-ci deviennent étroitement liées par des liens d'amitié ou des engagements personnels et des processus de familiarisation (Thévenot, 2006). Alors que la plupart des membres ne se connaissaient pas avant la création du GA, ils se considèrent comme amis ou soulignent « *un sentiment d'amitié* ».

Les réunions mensuelles des membres se déroulent dans un lieu habité, dans la cuisine ou dans le salon d'un des membres (à tour de rôle), à côté des photos de famille et des traces de la vie privée intime. Les membres y partagent un repas, dans l'aise que procure un lieu familier. Ces réunions sont émaillées, entre les affaires du groupement, de conversations autour de la vie des membres et de possibles entraides. Il n'est pas rare en début de rencontre de demander des nouvelles de la famille ainsi que de ceux qui sont absents, soit d'accorder du temps aux salutations.

L'attention, le souci de l'autre et le soin, engagements du *care*, sont au centre des relations et permettent d'envisager de façon positive la relation fondée sur la vulnérabilité (Garrau et Le Goff, 2009) ou une manière d'être qui révèle la vulnérabilité et les dépendances de l'être humain (Centemeri, 2015). Plusieurs membres au moment de cette enquête étaient en situation instable, financièrement (emplois précaires, faillite de l'entreprise artisanale familiale) ou affectivement (deuil, perte de biens). Dès lors, une préoccupation centrale pour ces membres était de partager le familier d'autres personnes, de développer une communauté de familiers, faite d'aise et de souci de l'autre. Cette aise offre une assise réconfortante à la personne, condition cruciale pour explorer des nouveautés — voire construire progressivement l'autonomie (Centemeri, 2015).

L'engagement familial est tout aussi présent dans les relations qu'entretiennent les membres du groupement avec les producteurs. Les membres responsables de produits sont nommés « *parrains* » et « *marraines* » de produits, au lieu de « responsables », marquant un soutien bienveillant et familial d'accompagnant. Ils cherchent avant tout

une relation personnelle avec les producteurs, qu'ils choisissent plus « *par connaissance* » et bouche à oreille que sur la base d'une charte débattue, perçue dans le groupe comme trop « *théorique* » ou « *intellectuelle* ». Le groupe vient fréquemment à la rencontre des producteurs sur l'exploitation, échanger autour de leurs difficultés (matérielles, d'accès au terrain, d'installation, etc.) et y partager un repas, parfois « *entre deux rangs de légumes* ». Ces rencontres favorisent un concernement de tout le groupe. En cas de difficultés personnelles des producteurs, les membres du groupe manifestent leur sympathie par des gestes intimes, tels que l'écriture d'une lettre de condoléances au nom du groupe. Des producteurs sont d'ailleurs eux-mêmes membres du groupement, voire entrés en tant que consommateurs, et assistent aux réunions du groupe à ce titre, dans un même désir de convivialité. Ce sont ces moments de réunions et de rencontres sur les exploitations qui ont permis de développer « *petit à petit* » une aise et des liens personnels.

## CONTESTER ET ARGUMENTER EN PUBLIC POUR DES SOLIDARITÉS

Le Groupement autogéré solidaire montpelliérain est un groupe beaucoup plus large<sup>7</sup>, dont l'engagement s'appuie sur l'expression d'une indignation à l'égard du capitalisme. Il met cependant le régime du proche plus à distance.

Ce GA, historiquement issu d'un groupe d'inspiration anarchiste au milieu des années 2000, se définit comme un groupement autogéré, dans le refus des formes de domination et de hiérarchie. Contrairement au précédent groupe, les membres se réunissent mensuellement dans un lieu public (un local militant). Ils sont pour la plupart insérés dans des mouvements mondiaux tels que l'altermondialisme, le soutien à l'autonomie des communautés zapatistes, etc., dont ils échangent des informations, articulant le niveau local et concret de leur engagement à des causes plus globales (voir aussi Louviaux, 2011). Plus politisé qu'une charte, c'est un manifeste qui énonce les principes supérieurs du groupement, fondés sur une critique *marchande* du capitalisme et un engagement *civique* (Boltanski et Thévenot, 1991). Ce dernier valorise la solidarité avec les producteurs (ex. : aide à l'installation de l'agriculture paysanne) et l'indépendance vis-à-vis du système économique actuel dominant, notamment de la grande distribution « *qui exploite la terre comme les hommes* » (manifeste du GA, 2011).

L'engagement à qualifier un monde plus juste se concrétise dans une épreuve en public : l'explicitation de la critique, des propositions et des arguments, débattus entre participants. Les exigences de détachement

7. Environ 200 personnes en 2011, même si les réunions mensuelles se situent entre 5 et 40 participants.

affectif et d'exposition publique autour du désaccord sont poussées très loin, puisque le groupe prend ses décisions « *par consensus* », c'est-à-dire sans vote<sup>8</sup>, mais aussi à l'unanimité des présents (sans possibilité de procuration). L'investissement est conséquent : outre le fait qu'il faille être présent pour peser sur la décision, l'obtention de l'unanimité des personnes présentes repose sur un exposé des avis de chacun, argumentés, se concluant souvent par un « *tour de table* ». Les capacités requises pour prendre part à cette épreuve publique de qualification du bien commun peuvent conduire certains membres à se sentir mal à l'aise.

Le processus requiert aussi un investissement sur un temps long et peu délimité à l'avance, très éloigné d'un cadrage managérial orienté vers l'efficacité : « *On n'est pas pressés [...], on ne va pas rentabiliser quoi que ce soit [...] donc on va prendre le temps qu'il faut pour discuter* » (Véronique, un des membres fondateurs). Mais il constitue en même temps un moment clé auquel la plupart des membres présents prennent plaisir. Ainsi, l'essentiel réside plus dans la discussion que dans le moment résolutif de la décision, qui elle-même pourra être revue dans un moment réflexif. Cette posture réflexive rend toutefois la participation exigeante, voire vécue comme fatigante (voir aussi Louviaux, 2011).

Les capacités de distanciation critique sont aussi, pour certains membres, inscrites dans l'humour, l'autodérision et l'ironie. Certains manient l'ironie, à l'endroit du système qu'ils critiquent, mais aussi parfois pour exprimer des désaccords dans le GA. Ces moments de « critiques insinuées » peuvent être vus comme une amorce, « un tâtonnement de la critique » (Thévenot *et al.*, 2017 ; Daucé, 2017), mais aussi une dissidence qui, si elle ne s'accomplit pas jusqu'au bout, s'inscrit dans un mouvement d'émancipation de la pensée (Géraud, 1999). L'usage de surnoms ou de citations culturelles<sup>9</sup> par certains dans les échanges écrits marque leur engagement dans une vie publique critique,<sup>10</sup> mais aussi ludique, qui met à distance la vie quotidienne, pour agir autrement (Legout, 2003), et trouve une résonance dans l'énergie inventive de « l'utopie rigolarde » de militants des coopératives de consommation au XIX<sup>e</sup> siècle (Guillaume, 2007b<sup>11</sup>). Plus doux que l'ironie, l'humour

8. Le vote est refusé en ce qu'il tend à écourter le débat (« *Le vote, c'est renoncer à discuter* »), imposer un point de vue majoritaire et car la décision, qui en sort moins réversible, se prête moins à l'examen réflexif.

9. Issues de la littérature, de penseurs, de films cultes, etc.

10. Critique des institutions et hiérarchies, telles que la famille et l'école (qui ont transmis et valorisé un prénom) : « *Il y a le moment où tu deviens adulte, tu te fais toi-même ; j'étais fait pour autre chose que l'école* » (un membre qui s'est doté d'un surnom).

11. En référence à Gallus, *La Marmite libératrice ou le commerce transformé. Simple entretien* (1865). Préface d'Henri Desroche, Paris, Balland, Bibliothèque des utopies, 1978.

est présent dans nombre d'échanges oraux et écrits, faits de jeux de mots critiques (ex. : « *un compte face de bouc* ») ou de proses poétiques comiques, tel un compte-rendu de réunion entièrement en rimes, autorisant par ailleurs une certaine lucidité<sup>12</sup>.

Les participants expriment leur souci de créer du lien social, dans une conception politique de la liberté individuelle et non dans l'attachement. Contrairement au GA précédent, « *si une personne ne vient plus depuis un moment, on ne se pose pas de questions* ». Les prénoms (ou surnoms) des uns et des autres ne sont pas connus de tous. La plupart des participants ont une situation professionnelle et sociale stable et/ou une culture politique qui revendique l'autonomie individuelle (enseignants, fonctionnaires, membres militants de multiples réseaux ou de culture anarchiste, etc.). L'autonomie revendiquée, au sens d'une liberté de choix et d'une indépendance à l'égard des proches (Pattaroni, 2007), conduit à s'opposer à toute centralisation et spécialisation des tâches (ex. : écriture des comptes-rendus de réunions à tour de rôle). Les membres tiennent à distance les liens de proximité qui les attachent, comme l'illustre ce témoignage de Thomas : « *On a tous du mal à se manifester quand on est en situation difficile, on a trop peur de demander de l'aide à l'autre, la société nous a appris à nous démerder tout seul.* »

La proximité des membres avec les producteurs au fil des mois est relativement faible : seul celui en charge d'un produit est en contact avec le producteur, et la relation n'est pas forcément pérenne. Quasiment la moitié des producteurs sont géographiquement éloignés. Les déplacements sur l'exploitation sont beaucoup plus rares que dans le groupement précédent<sup>13</sup>.

Enfin, à l'instar de la Ligue sociale des acheteurs du début des années 1900 (Chessel, 2003), les producteurs sont choisis et « *validés* » après une « *enquête* » par des membres du groupement. Cette enquête se prolonge parfois de façon collective, lors d'une réunion du groupe à laquelle est convié le producteur candidat, pour répondre à des questions précises sur les conditions sociales et environnementales de sa production. Chaque proposition de nouveau produit est l'occasion pour le groupe de porter un regard réflexif sur ses pratiques et jugements, et potentiellement objet de tensions.

12. Un des vers, « *Même si comme toujours, nul consensus n'émerge* », dit la contrainte délibérative ; « *La tribu prophétique des mangeurs de riz chiants* » fait référence à une discussion tendue faite de désaccords (compte-rendu, 2014).

13. Au moment de l'enquête, car ensuite le groupe a tenté de dépasser des tensions internes (mentionnées ci-après) en se rapprochant des producteurs et en se rendant plus souvent sur leurs exploitations.

## TENSIONS DANS LES GROUPEMENTS ENTRE RÉGIMES D'ENGAGEMENT

### « L'ENQUÊTE » SUR LES CONDITIONS DE PRODUCTION, SOURCE DE TENSION

Les tensions internes au Groupement autogéré solidaire en 2011 se sont largement cristallisées autour du processus de « l'enquête », et notamment de l'épreuve de recrutement des producteurs par le groupe, en leur présence. Cette épreuve requiert des capacités de présentation publique et de justification, devant un groupe qui a toutes les qualités d'un jury informé. Dans de nombreux cas, les producteurs se sont trouvés grandis d'avoir passé l'épreuve avec succès et pleinement reconnus dans leur activité, souvent isolée. « *C'était un peu intimidant à des moments [...], mais au niveau narcissique, c'est super bon, je l'ai bien vécu que tout le monde s'intéresse à moi, c'est pas souvent le cas* » (producteur). Mais cette épreuve publique est aussi vécue par certains producteurs avec une certaine angoisse, comparée à celle ressentie lors d'un examen oral. Ce moment public s'est avéré éprouvant pour une partie des producteurs et en conséquence pour certains membres du groupement, qui dénoncent un manque de soin vis-à-vis des personnes invitées. Ainsi, un producteur invité à présenter son produit à l'ensemble du groupe et répondant à une série de questions a dû préciser que ses arbres, atteints d'une maladie, devaient être traités avec un pyréthre de synthèse. Se sont ensuivis de nombreux reproches de membres, lui enjoignant de « *se convertir en bio* ». Le producteur s'est finalement énervé en rappelant sa situation de dépendance financière et ses liens à sa coopérative. Un des membres l'a alors interrompu en haussant le ton, pour faire valoir la liberté de choix et la responsabilité individuelle : « *C'est une volonté aussi ! [...] Moi je dis : faut pas chercher les excuses. Les agriculteurs se sont mis dans le truc des subventions parce que ça leur rapportait de l'argent.* » Plusieurs membres du groupe l'ont ensuite conseillé en lui donnant des informations et des contacts d'associations aidant à la « *conversion en bio* ». Cette scène a provoqué une série de réactions au cours de discussions ultérieures des membres. L'un d'eux a fait part de son malaise, en s'offusquant d'une épreuve émotionnellement violente : « *Moi je trouve qu'on met les gens dans des situations... je suis désolée, mais c'est insupportable ! [...] Il sait ce que c'est le bio, il n'est pas né de la dernière pluie.* » Cet avis ne fut pas partagé par tous, d'autres membres répondant que cet échange constitue aussi le but de l'épreuve : « *Se retrouver devant un groupe, ça peut l'amener à réfléchir et se dire qu'il peut encore changer son mode de production.* » Finalement, ses produits n'ont pas été « *validés* » par le groupe, et les tensions se sont apaisées autour du rappel des nécessités d'une pré-enquête avant d'inviter les candidats devant le groupe. La critique interne que révèle cette scène

met en lumière des modalités d'exclusion portées par un modèle de délibération critique, compte tenu de la contrainte qui pèse sur des personnes non apprêtées à cette épreuve, notamment des personnes vulnérables (Young, 2000 ; Charles, 2012).

Par ailleurs, les désaccords entre membres du groupe s'écartent aussi parfois du modèle idéal de délibération générale et formelle, pour glisser vers des attaques personnelles et une communication vécue comme violente, ayant conduit certains membres à quitter le GA. Le temps long et non délimité des débats, des désaccords qui apparaissent parfois irréductibles<sup>14</sup> et les contraintes d'un autocadrage inégalement intégrées par les membres conduisent parfois à l'exaspération et à l'escalade d'échanges plus violents.

La solidarité est aussi mise à l'épreuve par la liberté de choix, revendiquée dans un projet d'autonomie individuelle (voir aussi Pleyers, 2011). Un producteur, qui avait annoncé une augmentation du prix d'un produit sans communiquer explicitement sur ses raisons, a fait face aux réactions immédiates de membres d'interrompre leurs achats ; il s'est alors plaint au groupe d'un manque de solidarité. Il a ensuite expliqué les pertes importantes sur sa récolte, l'obligeant à revoir son coût de revient, tout en regrettant l'absence de réponse à ses différents appels à contribution, non monétaires. En réunion, devant cette hausse de prix, des membres ont alors fait valoir que « *l'achat relève du libre arbitre de chacun* », pour finalement constater que « *les limites de la solidarité se trouvent là* ». Dans ce cas précis, le groupe s'est aussi interrogé sur les capacités de producteurs qu'il avait ainsi valorisées : « *Faut-il que le producteur soit un bon communicant pour entraîner de la solidarité ?* », reconnaissant finalement un besoin que les membres du groupe développent des relations de proximité avec les producteurs chez eux, par des visites sur l'exploitation, faisant ainsi l'effort de se rapprocher.

Ces tensions indiquent la pression qu'exercent les modalités de « l'enquête incessante » (Chessel, 2003) et de l'autonomie individuelle sur le *régime du proche* et le soin.

## À LA BONNE FRANQUETTE : PRESSIONS SUR LE RÉGIME DU PROCHE

Dans ce groupement, c'est au contraire l'engagement dans le régime du proche qui est soumis à une critique de quelques membres, en interne, en ce qu'il réduit « *l'engagement politique* » dans le choix des produits et des producteurs. Trois membres en particulier regrettent qu'au lieu d'une

14. Par exemple une posture de soutien aux « sans-papiers », partagée par de nombreux membres, face à celle contre « l'immigration de masse » portée par un nouveau participant. Au fur et à mesure des échanges et de l'incompréhension, les écrits finissent en attaques personnelles et insultes (« *idiots naïfs* », « *ton combat est le plus stupide* », « *colon culturel* », etc.).

enquête sur les conditions sociales et environnementales de production, ce soient le « *coup de cœur, la relation interpersonnelle avec les producteurs [résidents dans ou à proximité de ces villages] ou la négociation du prix qui priment* ». Ils préconisent d'introduire, comme au Groupement autogéré solidaire, un recours à l'enquête et au débat, ainsi que de rédiger une charte qui définirait les grands principes. Mais cette charte a été refusée par « le noyau » du groupe :

« *J'ai trouvé que c'était trop, par rapport à ce qu'on faisait, c'était trop intellectuel* » ; « *Moi je crois que si ça tient encore, c'est parce qu'on se connaît bien, on se voit d'autre part [par hasard sur le marché ou dans le village, etc.]* ».

Au cours d'une réunion, Virginie, l'une de ces trois membres, a reproché aux autres membres le fait de ne pas avoir posé de questions suffisamment précises à un producteur de truites proposé par le groupe. Elle remet en question le choix de ce producteur, qui n'a pas été questionné sur son empreinte écologique, sur la densité de son élevage ou encore sur l'anthropisation de l'eau. Mais le noyau du groupe met à distance ces savoirs experts requis pour s'engager dans l'enquête, et au contraire valorise la recherche de lien social et de proximité :

« *On est allé visiter son élevage. Il disait qu'il n'était pas bio, ça c'est vrai, mais en comparaison aux autres, on savait que c'était lui le plus correct. Après c'est vrai, je ne me suis pas posé la question de savoir combien de truites par mètre cube d'eau il avait. Moi je ne suis pas assez experte en élevage de truites pour lui dire comment il devrait faire* » (intervention en réunion).

Le régime du proche est aussi mis à l'épreuve quand ces trois membres du groupe regrettent le « *manque de formalisme* » qui devrait accroître « *l'efficacité* », en constatant l'absence de comptes-rendus, de tableaux de commande, de fiches-produits, pour organiser, voire développer les activités du groupe. En réaction, presque tous les membres font état de leurs craintes que ce souci de l'efficacité ne vienne mettre à mal la convivialité et l'aise qui prévalent dans des lieux et des modalités familiers. Luc oppose à l'efficacité gestionnaire « *l'efficacité de ses mains* ». Laura craint de perdre « *en convivialité* » et fait remarquer que si le groupe s'agrandissait, les conditions (familiales) pour se réunir seraient remises en cause, et Agnès ajoute qu'elle n'est pas « *très à l'aise dans les grands groupes* ».

Les mêmes membres sont d'ailleurs très réservés sur la question de l'ouverture du groupement. Si tous sont d'accord pour l'ouvrir (modérément), la plupart ont été gênés devant la proposition qu'a faite Virginie de communiquer publiquement dans un marché paysan et d'y proposer une liste d'inscription ouverte, pour faire entrer de nouvelles personnes. Un des membres (aussi producteur) a tenté de s'y opposer en suggérant que l'ouverture s'appuie plutôt sur le « *bouche à oreille* », afin que les

relations personnelles entre les individus puissent être maintenues. Un participant a finalement proposé d'organiser la prochaine réunion, pour se préparer à cette ouverture, non plus dans un lieu familial, mais dans une salle publique du village. Pourtant, au final, lors de la réunion qui a suivi le marché paysan, organisée dans la salle publique, les membres du GA ont tous fait le constat qu'aucun d'entre eux n'avait pris la responsabilité de contacter les personnes inscrites sur la liste. L'arrivée de ces potentiels nouveaux membres crée une incertitude sur la possibilité que se pérennisent le soin et la familiarité.

D'une manière générale, les critiques de quelques membres en réunion concernant l'efficacité du groupe, son ouverture ou les modalités de sélection des producteurs sont peu suivies de débats ou de l'expression d'une opposition claire des autres membres. Ces derniers, lorsqu'ils sont opposés, préfèrent envisager une scission du groupe. Certains membres « critiques » ont de même aussi déjà quitté le groupe ; l'un d'eux se plaint : *« Il n'y a pas de débats, pas de décisions parce que les gens se connaissent et quand il y a des débats, ce n'est pas pour éclaircir une décision (un désaccord), ça fait flop de suite. »* Un autre membre critique voit dans ce contournement de la décision et du débat une difficulté à faire part de son désaccord. L'aise et le soin développés entre les membres laissent peu de place à la dispute publique. Celle-ci gêne les relations personnalisées que les membres entretiennent. Les conséquences d'une possible rupture vont au-delà de la simple perte d'une source d'approvisionnement en produits alimentaires de qualité. Pour certains membres en situation de fragilité professionnelle ou familiale, c'est la pérennité de liens familiers et l'assurance qu'ils procurent (voir aussi Thévenot, 2015) qui prévalent sur un « choix informé » des consommateurs quant aux conditions de production.

Ces tensions révèlent ce que tiennent à préserver les membres du groupe, loin du modèle délibératif : un échange qui repose sur une attention et une écoute, et qui vise « non l'indépendance des individus, mais une attitude de souci mutuelle ouverte aux formes toujours spécifiques de la vulnérabilité » (Garrau et Le Goff, 2009).

## SOLIDARITÉS À L'ÉGARD DES PRODUCTEURS

Ces deux groupements ont en commun de soutenir une agriculture paysanne, incluant des modalités de production variées, mais aussi très spécifiques (et non conventionnelles). Ils revalorisent des écologies locales opposées à la spécialisation du travail et de la terre propres aux filières des marchés globalisés et intégrés. À travers les produits choisis, ils soutiennent la mobilité (transhumance des animaux et des ruches, nomadisme), l'association de plusieurs espèces sur une même parcelle, la pluriactivité, la biodynamie, la cueillette, l'élevage sur les

prairies naturelles, ou encore les races rustiques locales. Certains des producteurs n'ont pas encore de statut quand ils démarrent ou sont cotisants solidaires<sup>15</sup>.

Ces groupements valorisent aussi des produits reconnus pour leurs vertus diététiques (ex. : spiruline, variétés anciennes) et une agriculture locale et/ou « bio », avec ou sans certification (l'enquête ou la proximité sont déjà mobilisées pour qualifier la protection de la nature).

Mais ils n'engagent pas les mêmes formes de solidarité. Les modalités spécifiques de leur action collective conduisent à distinguer différentes formes de soutien.

### SOLIDARITÉ CIVIQUE « À DISTANCE »

L'engagement en solidarité des membres du groupement « militant » autogéré réside dans l'expression d'une indignation basée sur un principe de justice *civique*. Leur soutien financier, relativement « à distance », vise un changement de société.

Les membres choisissent d'aider des producteurs à faible revenu et/ou en installation, marginalisés des filières conventionnelles, en s'engageant par un soutien financier. Celui-ci peut procéder de « parrainages » en préfinançant à l'avance une partie de la production, d'apports dans des financements participatifs (prêts sans intérêts) ou encore du refus de négocier les prix avec ces producteurs. Une apicultrice a par exemple obtenu la moitié des parrainages de ses ruches avec les membres du groupe. Ceux-ci ont financé plus de 2 000 euros en totalité contre la livraison de 3 kg de miel par an à chaque « bailleur ». Ce soutien à l'installation a été déterminant, d'autant plus que la productrice était encore sans statut (« hors cadre »). Dans un autre cas, des membres du groupe ont incité un producteur à réévaluer à la hausse son revenu, pour intégrer des éléments manquants dans son coût de production et mieux vivre de son travail. La négociation du prix, bannie, est perçue comme inéquitable face à un producteur qui n'a pas de compétences « *de vendeur* », et pour s'opposer aux rapports de domination et de pouvoir observés dans les chaînes alimentaires globalisées<sup>16</sup>. Des propositions de produits alléchantes ont aussi été refusées à partir du constat que le producteur n'avait pas besoin financièrement du groupement, tel que le révélait par exemple « *avec éloquence le budget "com" placé dans son site internet* ».

Le groupe vient en soutien à des producteurs explicitement engagés dans une même critique de l'agriculture conventionnelle — voire des institutions — que celle portée par les membres, dans une forme de convergence politique. Le groupe, en les « adoptant », permet à leur

15. Statut prévu pour l'installation progressive, avec de petites surfaces au démarrage, sans couverture sociale.

16. Même si les principes sont mis à rude épreuve par le principe d'autonomie de choix (*supra*).

portée critique et alternative de se déployer, avec une mise en visibilité et un renforcement en réseaux. Il en est ainsi du « Café rebelle zapatiste », acheté à une coopérative du Chiapas *via* une association qui soutient leurs revendications d'autonomie. Un autre producteur s'est présenté comme « *une entreprise collective qui fonctionne sans jamais avoir ni demandé ni reçu un centime d'aide publique* », dans un même retrait vis-à-vis de l'État que celui observé par les membres du groupe. Le processus de « l'enquête » opère d'ailleurs une sélection en ce sens (*via* des questions sur les soutiens que les producteurs auraient reçus ou demandés « à l'Europe » par exemple).

Enfin, ces producteurs ont le plus souvent des capacités critiques et d'autonomie individuelle identiques à celles des membres<sup>17</sup>, ainsi qu'un capital intellectuel et/ou financier. Concernant les producteurs que nous avons rencontrés, ils sont en reconversion après un premier métier intellectuel, voire de longues études, ou développent de nouvelles installations, envisagées comme « *créations* » ou « *projets* ». Là aussi, le processus de validation opère une sélection vers ces capacités, ne serait-ce que parce qu'ils doivent s'ajuster et réussir l'épreuve de l'enquête (*supra*), argumenter leur projet, expliciter leur engagement. S'ils en sortent grands, ces épreuves accueillent plus difficilement les producteurs vulnérables.

## SOLIDARITÉ DANS LE PROCHE

Les producteurs du groupement à la bonne franquette sont pour certains moins dotés en capital intellectuel ou financier, même s'il peut s'agir aussi de reconversions (après un métier d'ouvrier par exemple). Certains n'ont pas de terres en propriété. Ils sont tous proches géographiquement des membres du groupement (les deux producteurs les plus éloignés sont à 60 km, les autres en moyenne à 15 km)<sup>18</sup>.

L'engagement en solidarité dans ce GA s'exprime par un « *concernement* » par ce qui affecte l'autre, d'événements éprouvants majeurs aux « *petits détails* » de la vie quotidienne. Il s'exprime aussi par un soutien à des producteurs proches, venant par exemple aider sur l'exploitation en cas de difficultés, y compris personnelles. Au cours d'une réunion, Valentine, productrice de fromage de chèvre et membre du groupement (en tant que consommatrice), a fait part de difficultés concernant son exploitation, dont elle n'arrivait plus à s'occuper depuis qu'elle était seule, suite au départ de son conjoint. Le groupe l'a attentivement écoutée, et certains lui ont proposé d'organiser des

17. La distanciation par l'humour et les citations littéraires (haut capital culturel) font aussi partie du répertoire de certains producteurs du groupe (sur leurs flyers par exemple).

18. *A contrario*, dans le Groupement autogéré solidaire, presque la moitié des producteurs sont hors des départements de l'Hérault et du Gard.

jours d'entraide (pour clôturer sa parcelle, etc.). Un des chantiers a permis de réaménager ses mobile-homes, dans lesquels elle vivait alors seule avec ses enfants, de réparer la toiture et de les raccorder à l'eau courante. Les après-midi d'entraide ne concernent pas seulement sa vie professionnelle, mais aussi sa vie personnelle ; le groupe se soucie de ses filles.

L'écoute de récits de vie tumultueux et affectés et le souci de les accueillir dans des conditions d'aise créées avec tact, impliquant parfois l'écoute d'un tiers qui connaît bien non seulement la personne, mais aussi les difficultés qu'elle vit pour les avoir vécues elle-même, complètent ce soutien moral et affectif. Valentine évoque l'étrangeté de ce groupe à propos de sa capacité à se soucier des difficultés que peuvent vivre les autres, et de leur vulnérabilité : *« Il a une dynamique ce groupe qui est assez étrange, et pourtant il en a eu des coups durs, parce qu'il y a moi d'accord, mais il y en a d'autres qui ont vécu des moments difficiles »* (en parlant aussi des membres non producteurs).

Ce GA accueille plus largement des producteurs en situation de vulnérabilité, ou qui ont une *« toute petite production »*, très aléatoire, ne leur permettant pas de développer un réel marché. Le maintien du lien est de même essentiel. L'un des producteurs par exemple livre toujours ses produits, même si leur qualité n'est pas reconnue par tous : *« Elle invite Gérard (producteur) à manger même si ses produits ne sont pas terribles. C'est bien, des gens comme ça, qui laissent la porte ouverte et si ça se trouve c'est un réconfort pour Gérard d'aller chez elle, plutôt que d'être repoussé ; [...] elle apporte cette confiance de dire... chacun fait comme il peut ! »*

## CONCLUSION : DES « TRANSITIONNEURS »<sup>19</sup>, VERS QUELLES SOLIDARITÉS ?

L'analyse des régimes d'engagement propres à chacun des deux groupements indique deux impulsions assez différentes de soutien de l'agriculture dans les territoires. La première vient en soutien à des producteurs qui ne sont pas conformes à un modèle d'agriculture industrielle intégrée à la grande distribution, qu'ils contestent. Elle valorise ainsi des agroécologies locales, enchâssées dans un projet de (re)qualification du bien commun. Elle contribue à déployer et rendre visible une critique sociale et environnementale de modèles de production et à en soutenir des alternatives, ainsi qu'en témoigne le groupement autogéré.

La seconde a la capacité de venir en soutien, par le souci de l'autre et le soin, à des producteurs en situation de vulnérabilité. Elle procède d'un engagement dans le familial, qui privilégie les relations entre les

19. Terme utilisé dans un GA.

membres et accommode l'environnement pour parvenir à l'établissement d'une certaine familiarité. Ce sont, par exemple, À la bonne franquette, des réunions autour de repas partagés, organisées chez les membres ou sur l'exploitation, qui ont permis aux individus de nouer des liens entre eux et avec les producteurs. Dans ces rencontres, loin d'une ambition délibérative, les enjeux sont de vivre une « communication affective », qui redonne toute sa valeur aux « récits » et aux « salutations », par exemple, pour faire communauté (Young, 2000, citée par Garrau et Le Goff, 2009). Cette comparaison permet d'inscrire la transition, pour ce deuxième cas, dans un espace plus large que celui, visible, de l'espace public, qu'il soit critique ou technique. Une transition plus « silencieuse » (Lucas *et al.*, 2020), pourtant présente, ne s'inscrit pas forcément dans la formulation d'un « projet » ou d'une contestation. D'autres façons de faire communauté, moins visibles, se développent dans un engagement familial bienveillant.

Ces deux groupements sont porteurs d'une transition qui s'écarte de projets de transformation portés par les standards de durabilité, les indicateurs techniques et les objectifs, aujourd'hui plébiscités par le marché et les politiques publiques (des propriétés de produits certifiées aux contrats d'objectifs). Dans le cas des groupements tels que le Groupement autogéré solidaire, ils sont porteurs d'une transition tenue par un projet politique critique explicité, alternatif à une démocratie technique, laquelle renonce à qualifier le bien commun. Ils contribuent à la montée d'une conscience générale des enjeux, sont des catalyseurs de positions critiques (Hubaux, 2011). Même si cette conscience ne se déploie pas dans les arènes officielles (du fait d'une défiance vis-à-vis de l'État), elle est largement connectée dans un esprit de « convergence des luttes » et vise une transformation sociale qui procéderait par « essaimage », à l'instar des coopératives du XIX<sup>e</sup> siècle (Guillaume 2007a), formant une « politique des petits pas » (Louviaux, 2011). Dans le cas des groupements ancrés dans le régime du *proche* (tels que À la bonne franquette), ils sont porteurs d'une transition qui envisage les relations de vulnérabilité comme potentiellement positives et sont capables de les accueillir. Ils s'ouvrent à des producteurs qui n'ont pas forcément les capacités critiques et d'autonomie individuelles, nécessaires dans le cas précédent.

Ces groupements ont ainsi ceci d'original qu'ils viennent soutenir des capacités critiques qui font valoir un engagement *civique* et des capacités à accueillir un public vulnérable, lesquelles ne sont plus forcément au centre des politiques publiques de solidarité et encore moins du marché. Les types de producteurs soutenus dans ces groupements ne sont pas généralement les plus visibles ou ciblés par les politiques de soutien.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Boltanski L., Thévenot L., 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*, (1<sup>re</sup> éd. 1987), Paris, Gallimard, 483 p.
- Centemeri L., 2015. L'apport d'une sociologie des attachements pour penser la catastrophe environnementale. Hal-01163221, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01163221>.
- Charles J., 2012. Les charges de la participation. *SociologieS*. First texts, <http://journals.openedition.org/sociologies/4151>.
- Chessel M.E., 2003. Aux origines de la consommation engagée : la ligue sociale d'acheteurs (1902-1914). *Vingtième siècle – Revue d'histoire*, (77), Presses de Sciences Po, 95-108.
- Cheyns E., Thévenot L., 2019. Le gouvernement par standards de certification, consentement et plaintes des communautés affectées. *La Revue des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, 16, <http://journals.openedition.org/revdh/6843> (consulté le 16 octobre 2020).
- Chiffolleau Y., 2008. Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable. In : *Les circuits courts alimentaires : bien manger sur les territoires* (Maréchal G., coord.), Educagri Éditions, 213 p.
- Daoud N., 2011. *Régimes d'engagements, tensions et compromis dans la création de groupements d'achat*, Cirad, UM3 Paul Valéry, 135 p.
- Daucé F., 2017. Éprouver le politique dans un média russe. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, (3), 159-182.
- De Boyve, 1889. *Histoire de la coopération à Nîmes et son influence sur le mouvement coopératif en France*, Guillaumin et Compagnie Éditeurs, 120 p.
- De Munck J., 2011. Alterconsommation : la reconfiguration d'une critique. In : *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire* (Peyers G., coord.), Desclée de Brouwer, 17-44.
- Garrau M., Le Goff A., 2009. Vulnérabilité, non-domination et autonomie : vers une critique du néorépublicanisme. *Astérision. Philosophie, histoire des idées, pensée politique*, (6).
- Géraud V., 1999. L'ironie au siècle des Lumières. *L'Information grammaticale*, 83, 3-8.
- Guillaume C., 2007a. Les coopératives de consommation. *Cahiers Charles Fourier*, 18.
- Guillaume C., 2007b. La Marmite libératrice, ou l'association de consommation comme rève de transformation sociale. *Cahiers Charles Fourier*, 18.
- Hubaux S., 2011. Le Groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve : convivialité et engagement. In : *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire* (Peyers G., coord.), Desclée de Brouwer.
- Legout M. C., 2003. Modes de régulation des pratiques ludiques en salle de jeux réseau. *Les Cahiers du numérique*, 4 (2), 135-148.
- Louviaux M., 2011. Le Groupe d'achats communs de Barricade (Liège) : à petits pas vers un autre monde. In : *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire* (Peyers G., coord.), Desclée de Brouwer.

- Lucas V., Gasselín P., Barbier J.-M., Pignal A.-C., Cittadini R., Thomas F., de Tourdonnet S., 2020. Une agroécologie silencieuse au sein de l'agriculture française. In : *La transition agroécologique en France ou les conditions du changement agricole* (Bosc C., Arrignon M., coord.), coll. Territoires, Presses universitaires Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 147-160.
- Pattaroni L., 2007. Le sujet en l'individu : la promesse d'autonomie du travail social au risque d'une colonisation par le proche. In : *Action publique et subjectivité* (Cantelli F., Genard J.-L., eds), coll. Droit et Société, LGDJ, Paris, 45.
- Pleyers G., 2011. Consommation critique : des promesses de la modernité aux enjeux de l'âge global. In : *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire* (Pleyers G., coord.), 17-44, Desclée de Brouwer.
- Thévenot L., 2006. *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, La Découverte, 310 p.
- Thévenot L., 2015. Making commonality in the plural, on the basis of binding engagements. In : *Social Bonds as Freedom: Revising the Dichotomy of the Universal and the Particular*, Berghahn, New York, 82-108.
- Thévenot L., Tsinman J., Zambiras A., 2017. En commun, en différend. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, (3), 45-93.
- Tremblay P.-A., 2007. Le sens de la solidarité privée et publique dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. *Économie et solidarités*, 38 (1), 41-57.
- Young I.M., 2000. *Inclusion and Democracy*, Oxford University Press, Oxford, 320 p.